



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 2 août 2018

Ratonnade dans un parc à Beaune (Côte-d'Or)

Une quinzaine de jeunes hommes d'origine maghrébine a été visée par des tirs au fusil dans la nuit de dimanche à lundi dans un parc de la ville de Côte-d'Or.

Ces faits d'une très grande violence, restent sans commentaire de la part du gouvernement, qui à l'image des brutalités du 1^{er} mai dans l'affaire Benalla, préfère laisser planer le doute d'un règlement de compte.

Comme pour le 1^{er} mai place de la contre-escarpe à Paris, le gouvernement ne s'exprime pas sur cet acte de violence. Pour rappel, le 1^{er} mai, des jeunes, sourire aux lèvres, accueillent les CRS par une ola aussi ironique que bon enfant. Moins d'une heure plus tard, au même endroit, Alexandre Benalla proche conseiller de E. Macron s'en prend violemment à deux personnes, sous le regard de plusieurs manifestants filmant la scène.

Cette fois, les faits se sont déroulés lundi matin dans un parc du quartier populaire de Saint-Jacques, au sud de Beaune (Côte-d'Or). *Le passager avant d'une voiture a ouvert le feu avec un fusil de chasse en direction des jeunes hommes* ».

Plusieurs personnes étaient alors en train de discuter et jouer à la console. Sept d'entre elles, âgées de 16 à 20 ans, ont été touchées par les tirs. Si l'une des victimes a été gravement atteinte, son pronostic vital n'est plus engagé après sa prise en charge par le CHU de Dijon. Les six autres jeunes hommes ont été transportés à l'hôpital de Beaune pour des blessures plus superficielles.

La violence du gouvernement comme arme de répression massive montre aujourd'hui ses effets.

L'intimidation par la peur dont on fait l'objet les étudiants, les grévistes qui se sont soulevés contre les lois liberticides et les contre-réformes ces dernières années ont fini par rendre ordinaire les violences en tout genre !

La banalisation des actions et crimes racistes sont également la marque de fabrique de ce gouvernement qui aura profité et alimenté la division pour dérouler sa politique rétrograde au profit de la finance.

Il faut arrêter très vite le gouvernement Macron qui emprunte aujourd'hui une voie des plus dangereuses en affirmant la violence comme mode de gouvernance, pour conduire sa politique de désintégration sociale.

C'est bien la faiblesse de l'état qui s'exprime dans ces actes racistes, dans la multiplication des violences policières, dans le développement de discours fascistes !

La Fédération SUD-Rail pointe la responsabilité de l'état, qui en dissimulant ses propres violences les rend acceptables et met en danger la démocratie et réclame par ailleurs, dans toutes ces affaires-là plus grande transparence.